



Administration communale de Kehlen
15, Rue de Mamer
L-8280 Kehlen

N/Réf.: 102230

V/Réf.: 2022/Schaar/can/Muda

Monsieur le Bourgmestre,

En réponse à votre requête du 25 février 2022 par laquelle vous sollicitez l'autorisation pour le remplacement des caniveaux existants sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de KEHLEN: section E de KEISPELT ET MEISPELT (op der Landwiréng), sous les numéros 807/2983, 801/1065, 792/719, 791 et 788, j'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, je vous accorde l'autorisation sollicitée aux conditions suivantes :

1. Les travaux de remplacement des 5 caniveaux existants seront réalisés sur la route au lieu-dit « Op der Landwiréng » sur le territoire de la commune de Kehlen, selon la demande et aux plans soumis.
2. Aucun biotope protégé ou habitat visé par l'article 17 de la prédite loi modifiée du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution du 1^{er} août 2018 ne sera réduit, détruit ou détérioré aussi bien dans la partie aérienne que souterraine.
3. Les éventuels matériaux de déblai non réutilisés sur place seront déposés sur une décharge dûment autorisée.
4. Toutes les mesures seront prises pour éviter une quelconque pollution du sol, du sous-sol et des eaux.
5. Le préposé de la nature et des forêts (M. Daniel Steichen, tél : 621 202 116) sera averti avant le commencement des travaux afin de définir l'emprise du chemin.

La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la prédite loi modifiée du 18 juillet 2018, vous êtes tenus d'afficher l'autorisation de la construction projetée aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.

Vous pouvez introduire un **recours contentieux** contre la présente décision devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans les trois mois à compter de la notification de la présente.

STB LAN c 5

Dans le même délai, vous pouvez adresser un **recours gracieux** par écrit à l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Vous pouvez également introduire une **réclamation auprès du Médiateur— Ombudsman**. Veillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant vos droits en matière de recours, il vous est loisible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Veillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement,
du Climat et du Développement durable



Frank Wolff
Directeur-adjoint de l'Administration
de la nature et des forêts

Copies pour information :

- Arrondissement CENTRE-OUEST
- Commune de KEHLEN